

# JEAN-MARIE HARRIBEY

## «Le “monde d’avant”, la cause des désastres»

**ÉCONOMIE** Dans son dernier ouvrage, *En finir avec le capitalovirus*, le chercheur interroge de manière critique la crise que nous traversons, et travaille à une « alternative possible ».

**M**aitre de conférences honoraire en économie, coprésident d'Attac de 2006 à 2009, membre des Économistes attachés et de la Fondation Copernic, Jean-Marie Harribey est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages dont *la Richesse, la valeur et l'ineffable* (Les liens qui libèrent, 2013) et *les Feuilles mortes du capitalisme* (Le Bord de l'eau, 2014). Son dernier ouvrage, *En finir avec le capitalisme* (1), fait suite aux réflexions engagées dans *le Trou noir du capitalisme*. « Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie. » Il est sous-titré : « L'alternative est possible. »

**Dans votre ouvrage, vous analysez la crise du Covid comme un révélateur de l'« absurdité » du capitalisme. En quoi le capitalisme actuel peut-il être qualifié de cette manière ?**

J'ai donné à ce livre le titre *En finir avec le capitalovirus*, avec un sous-titre « L'alternative est possible », pour signifier deux choses. Fondamentalement, le capitalisme broie simultanément la force de travail et la nature pour assouvir sa soif de profit. Tout doit devenir marchandise, même au risque de compromettre les conditions de la vie sur la planète Terre, tant celles des humains que celles de tous les vivants, ainsi que les équilibres écologiques. Au-delà même de la brutalité et de la vénalité de l'exploitation, c'est le comble de l'absurde. Et s'il fallait encore une preuve supplémentaire de l'inhumanité du capitalisme, on la trouverait dans la violence du traitement infligé aux personnes âgées dans les Ehpad possédés par la multinationale Orpea. Marchandiser tout le vivant va jusqu'à développer un marché de la mort.

**Pourquoi faites-vous de cette crise l'expression d'une tendance structurelle du capitalisme contemporain et non pas l'effet d'un facteur externe ?**

La crise déclenchée par le Covid doit être reliée à la dynamique de l'accumulation du capital, qui se nourrit d'une croissance économique sans fin, et aux transformations des cinquante dernières années néolibérales. La déforestation, l'agriculture intensive, l'urbanisation toujours plus étendue ont contribué à

effacer peu à peu les frontières séparant les habitats de la faune sauvage et ceux des humains. La survenue des zoonoses en est grandement facilitée. La libre circulation des marchandises dans le monde a fait le reste pour, en quelques semaines, produire une pandémie. Dès lors, on ne peut croire à un accident de parcours, il convient au contraire de mettre ce choc en relation avec l'évolution du système capitaliste mondialisé. Or, celui-ci est frappé depuis plus de deux décennies par une forte diminution de la progression de la productivité du travail dans tous les pays, érodant ainsi les potentialités de rentabilité du capital – qui ne peut être rétablie que par une restriction des salaires et des droits sociaux et par une fuite en avant financière. Dit dans les termes de Marx, nous avons affaire, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, à une conjonction de contradictions sociales et écologiques sur lesquelles est venue se greffer la récession due à la pandémie.

**Pour en caractériser l'alternative, vous en appelez à une « grande transformation », selon l'expression de Karl Polanyi, mais « nouvelle ». Quels domaines de la vie sociale vise-t-elle ?**

Je mobilise Marx pour comprendre la situation et penser la possibilité du socialisme et du communisme. Mais il faut ouvrir le chemin pour y parvenir, et c'est là que peut nous aider Polanyi, qui avait eu l'intuition de la mort de la société si le travail, la terre et la monnaie étaient transformés en marchandises. J'examine donc une inversion de ce sombre destin. Après des années de dégradation de la condition au travail, le monde, hébété, a découvert que le travail était essentiel, et que le travail le plus essentiel était celui qui était le plus méprisé et dévalorisé ! Mieux encore, le travail accompli dans les services publics non marchands (notamment à l'hôpital, à l'école) est hautement utile et productif, alors que le mantra libéral est de réduire ces services ou de les privatiser. La réhabilitation du travail passe alors par un partage des revenus en sa faveur et par l'instauration de droits non seulement d'ordre social, mais aussi de droit au contrôle des décisions dans les entreprises. La perte de la biodiversité, les pollutions multiples et le réchauffement du climat nous obligent à ériger l'eau, l'air, le climat, les ressources naturelles et aussi les connaissances en biens communs, à les gérer démocratiquement et à en permettre l'accès à tous. La pandémie nous fournit un exemple : les vaccins ne doivent pas devenir des marchandises – tel est l'enjeu de la levée des brevets détenus par les firmes multinationales. Il s'ensuit que l'on ne peut mettre fin à l'exploitation conjointe du

travail et de la nature qu'en concevant une réponse simultanée à la question sociale et à la question écologique, et cela dans nos pays développés et a fortiori dans tous les autres.

**Vous abordez en particulier la question de la monnaie et de la dette. Pourquoi et comment sortir de leur subordination capitaliste ?**

Ce sont les leçons de la crise financière de 2007 et de la pandémie. Les grandes banques centrales (Réserve fédérale américaine, Banque centrale européenne (BCE), Banque d'Angleterre, Banque du Japon) ont été obligées de réduire leurs taux d'intérêt et de racheter des masses considérables de titres de dette, permettant ainsi aux États de se financer à moindre coût sur les marchés financiers, puisque la crise pandémique imposait aux États de sortir momentanément de leurs dogmes austéritaires. Plusieurs débats ont donc été ouverts, à rebours de l'orthodoxie dominante. Puisque le bilan de la BCE grossissait à vue d'œil (il a été multiplié par huit en dix ans), la question s'est posée d'annuler les dettes publiques qu'elle détenait, non pas pour obtenir de nouvelles ressources, mais pour enfoncer un coin dans l'orthodoxie monétaire, notamment contre l'interdiction faite à la BCE de prêter directement aux États. À l'heure où, en France, plus de 100 milliards d'euros d'investissements par an pendant plusieurs décennies seront nécessaires pour investir en faveur de la transition écologique (entre 400 et 500 milliards à l'échelle de l'Union européenne), il n'est pas concevable que l'État et les collectivités territoriales ne puissent faire appel à un financement monétaire par la Banque centrale et qu'ils continuent à être obligés d'emprunter sur les marchés financiers. Enfin, le contrôle démocratique de la BCE doit s'exercer pour que celle-ci ne puisse refinancer les banques que si les crédits que celles-ci accordent à l'économie répondent à des critères sociaux et environnementaux stricts, loin de la taxonomie de la Commission européenne qui intègre le gaz et l'énergie nucléaire dans les activités « vertes » ou « durables ».

**Un autre aspect de votre réflexion concerne le travail et l'environnement dans leur interaction. Pourquoi cette question occupe-t-elle une place centrale dans le processus d'émancipation sociale ?**

Historiquement, la lutte du prolétariat s'est placée sous l'aspiration à l'émancipation, a contrario de l'aliénation subie en premier lieu dans le travail, afin d'obtenir des conditions



## ENTRETIEN

de travail décentes, de réduire le temps de travail, de conquérir des droits et des protections. Cette quête d'émancipation s'inscrivait dans la perspective d'une société débarrassée de la logique capitaliste, vers le socialisme et le communisme. Cette perspective ne s'est pas éteinte malgré les échecs politiques du XX<sup>e</sup> siècle. Mais elle est renouvelée à la faveur de la prise de conscience écologique. Le travail est toujours la source de la valeur produite dans l'économie, et l'exigence d'une répartition égale des revenus est toujours aussi forte, mais la préservation des équilibres écologiques impose de penser la qualité et la soutenabilité de la production. Ainsi, s'interroger sur les finalités du travail est au cœur d'une stratégie à la fois sociale et écologique. C'est là que les difficultés commencent, car il faut bâtir des alliances entre toutes les forces sociales qui subissent les coups du capitalisme sauvage : réunifier la classe populaire autour des enjeux socio-écologiques désormais indissociables. C'est dire le chemin étroit à explorer face à une social-démocratie qui a tout perdu (le social et la démocratie) et une écologie politique qui se pose en surplomb de tout mais qui peine à prononcer le mot « capitalisme », qui ignore la classe prolétaire toujours plus nombreuse à l'échelle du monde et qui se perd dans sa dernière lubie : la classe écologique, bien sûr sans

**« Marchandiser tout le vivant va jusqu'à développer un marché de la mort. »**

antagonisme avec le capital. On l'a vu avec la pandémie, la qualité de la vie en société dépend beaucoup des institutions et des infrastructures collectives qui permettent de socialiser les forces de travail et les ressources. Si, comme je le soutiens contre les libéraux et aussi les marxistes traditionnels, le financement des services non marchands n'est pas prélevé sur l'activité marchande mais sur un produit total déjà augmenté du produit non marchand, il faut agir pour que le périmètre des activités non marchandes soit élargi et non rétréci. C'est alors que les investissements publics de transition prendront leur sens et montreront leur efficacité. Cependant, l'aspect économique ne revêt qu'une partie des enjeux. Instituer les biens communs comporte une dimension anthropologique. Marx disait que l'homme noue par son travail une relation métabolique avec la nature. Il faut voir cette idée féconde à l'aune du changement radical du rapport entre la société et la nature, entre la culture et la nature, qu'impose la crise écologique provoquée par la dynamique mortifère du capitalisme. En effet, la rupture nécessaire avec le capitalisme porte bien entendu sur les conditions sociales et écologiques d'une vie bonne, mais, en outre, les sciences sociales et politiques sont confrontées aujourd'hui à un bouleversement

épistémologique : dans une Terre habitée par des humains et des non-humains, il s'agit d'imaginer une communauté de vivants, hors de toute vision de domination prédatrice de la nature. En d'autres termes, un nouveau regard sur la philosophie des Lumières, associant droits humains et devoirs envers tout le vivant.

### **Pourquoi écologie libérale-compatible, plans classiques de relance et revenu minimum universel sont-ils en dessous de toute solution réelle ?**

Tout est lié, bien sûr, mais votre question réunit trois plans que je vais un instant séparer pour les traiter. D'abord, les cercles dirigeants, politiques et économiques, ont bien compris maintenant qu'il y avait un enjeu environnemental à relever. Mais, loin d'adopter rapidement des mesures en faveur d'une réelle transition (voyez le résultat désastreux de la COP26 à Glasgow), ils font le pari de l'ouverture d'un marché « vert », grâce à une finance « verte » fondée sur la multiplication d'actifs financiers affublés de la même couleur, pendant que les multinationales re-peignent leur communication et que les banques continuent de financer les industries fossiles ou extractives. Le capitalisme vert et la croissance verte sont des oxymores. Il s'ensuit que les plans de relance imaginés pour sortir de la crise pandémique font comme si l'on pouvait retrouver la trajectoire ancienne, une fois la « parenthèse » de la pandémie refermée. Le « monde d'après » comme clone du « monde d'avant ». Mais c'est justement celui-ci qui est la cause des désastres. Le cocasse, si ce n'était pas dramatique, est que les centaines de milliards à l'échelle européenne prévus pour le budget 2021-2027 seraient à peine suffisants pour une seule année. La problématique du revenu universel inconditionnel part d'un bon sentiment, mais se heurte à des contradictions insurmontables. D'abord, le risque est de le voir s'instaurer, au moins en partie, à la place de la protection sociale. Ensuite, il surfe sur la croyance en une manne miraculeuse qui jaillirait du dehors du travail productif collectif. Enfin, au lieu d'imaginer une réduction du temps de travail répartie sur tous, ils ne l'envisagent que par un retrait individuel de l'emploi. Au-delà de ces aspects économiques, les partisans du revenu universel abandonnent trop souvent la nécessité d'une insertion des individus dans toutes les sphères de la vie sociale, en l'occurrence celle du travail. La réduction de la pauvreté ne passera pas par un revenu universel mais par un bouleversement qualitatif du système productif et de l'emploi et, dans l'attente que celui-ci produise ses effets, par le versement d'un revenu garanti à ceux qui sont dépourvus d'emploi.

### **En quoi l'émancipation peut-elle s'identifier à l'émergence d'un socialisme démocratique et écologique à inventer ?**

Quand on fait le bilan analytique, on mesure la difficulté stratégique pour enclencher les transformations radicales. Les rapports de forces étant bloqués en faveur du capital à peu près partout dans le monde, le risque autoritaire, pour ne pas dire plus, grandissant chaque jour, la condition première pour amorcer les transformations peut être l'introduction de la démocratie dans tous les rouages de la société, à commencer par les entreprises dont elle est totalement absente. La mise sous contrôle citoyen des décisions engageant l'avenir permettrait de jeter les bases d'une planification démocratique dont on a urgemment besoin pour rendre compatible l'ensemble des objectifs sociaux et écologiques. Cela signifie que la question de la propriété collective des moyens de production, fer de lance du socialisme au XX<sup>e</sup> siècle, n'est pas abandonnée mais radicalement remodelée sous les impératifs de la démocratie, du respect du travail et de l'institution des biens communs inaliénables. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JÉRÔME SKALSKI

(1) *En finir avec le capitalovirus*, de Jean-Marie Harribey, éditions Dunod, 220 pages, 17,90 euros.